

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/201615]

**17 MARS 2016. — Décret modifiant le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en partie, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** A l'article 1<sup>er</sup>*bis* du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, inséré par le décret du 13 mars 2003 et modifié par le décret du 10 mai 2012, le 10<sup>o</sup>, abrogé par le décret du 10 mai 2012, est rétabli dans la rédaction suivante :

« 10<sup>o</sup> Agence locale pour l'emploi : ASBL constituée en vertu de l'article 8 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, ci-après ALE. ».

**Art. 3.** A l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du même décret, remplacé par le décret du 10 mai 2012, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1<sup>o</sup>, a), le mot « des » est remplacé par le mot « aux »;

b) au 1<sup>o</sup>, a), le iii) est complété par les mots « et le reclassement professionnel »;

c) le 1<sup>o</sup>, a), est complété par un iv) rédigé comme suit :

« iv) les décisions relatives aux dispenses à l'exigence de disponibilité pour le marché du travail des chômeurs indemnisés, avec maintien des allocations, en cas de reprise d'études, de suivi d'une formation professionnelle ou d'un stage; »;

d) au 3<sup>o</sup>, les mots « des ALE, » sont insérés entre les mots « des maisons de l'emploi, » et les mots « des carrefours emploi formation orientation »;

e) il est complété par le 8<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 8<sup>o</sup> le contrôle de la disponibilité active et passive des chômeurs et l'imposition des sanctions y relatives, conformément à l'article 35;

f) il est complété par le 9<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 9<sup>o</sup> l'octroi, la liquidation, le suivi budgétaire et le contrôle des aides publiques et des incitants financiers à l'emploi et à la formation liés aux politiques de l'emploi et de la formation, confiées à l'Office par ou en vertu d'une disposition légale, décrétole ou réglementaire »;

g) il est complété par le 10<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 10<sup>o</sup> l'exercice des compétences confiées à l'Office dans le cadre du système de la Convention d'Immersion professionnelle ».

**Art. 4.** A l'article 6 du même décret, modifié par les décrets du 13 mars 2003, du 22 juillet 2010 et du 10 mai 2012, les modifications suivantes sont apportées :

- à l'alinéa 3, le deuxième tiret est remplacé par :

« - les engagements de l'Office, en termes de services à rendre aux publics-cibles, de gestion efficiente de ses ressources, d'objectifs de réalisations, de résultats, de qualité, de moyens à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs et d'échéances; »;

- au dernier alinéa, les mots « Ce plan d'entreprise est constitué au moins d'un plan de production et de plusieurs plans stratégiques transversaux dont les objectifs sont définis dans le contrat de gestion » sont remplacés par :

« Le plan d'entreprise est constitué au minimum des projets et actions à mettre en œuvre pour rencontrer les engagements de l'Office repris dans le contrat de gestion. ».

**Art. 5.** A l'article 7*bis*, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, inséré par le décret du 10 mai 2012, le 3<sup>o</sup> est complété par les mots « et des cités des métiers ».

**Art. 6.** A l'article 7*ter*, § 2, du même décret, inséré par le décret du 10 mai 2012 et modifié par le décret du 20 février 2014, le c) est remplacé par ce qui suit :

« c) cinq représentants de l'Office; ».

**Art. 7.** A l'article 12, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par les décrets du 13 mars 2003, du 31 mars 2011, du 10 mai 2012 et du 20 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 7<sup>o</sup>, le mot « arrête » est remplacé par le mot « établit »;

b) au 10<sup>o</sup>, les mots « l'article 7, § 5 » sont remplacés par les mots « l'article 7*bis*, § 5 »;

c) au 14<sup>o</sup>, les mots « du Collège des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation » sont remplacés par les mots « du Collège des chambres subrégionales emploi et formation des Instances bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi, ci-après Instances bassin EFE, visées par l'accord de coopération conclu le 20 mars 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la mise en œuvre des bassins Enseignement qualifiant - Formation - Emploi ».

**Art. 8.** A l'article 23 du même décret, modifié par les décrets du 13 mars 2003, du 31 mars 2011, du 10 mai 2012 et du 3 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 2, 2<sup>o</sup>, les mots « directeur général du Personnel et des Affaires générales » sont remplacés par les mots « secrétaire général »;

b) au paragraphe 2, le 8<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 8<sup>o</sup> arbitre les conflits de compétences et d'intérêt entre les directions générales centrales, les services à gestion distincte et les directions territoriales. »;

c) au paragraphe 5, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« L'administrateur général est habilité à déléguer à un ou plusieurs mandataires ou à un ou plusieurs membres du personnel de l'Office, qu'il soit agent au sens de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne ou membre du personnel contractuel au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, une partie des pouvoirs qui lui sont attribués par ou en vertu du présent article, dans les limites et conditions qu'il détermine, en ce compris son pouvoir de représenter l'Office devant les juridictions judiciaires et administratives. ».

**Art. 9.** L'article 23<sup>ter</sup> du même décret, inséré par le décret du 10 mai 2012 et modifié par le décret du 3 décembre 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 23<sup>ter</sup>. Un comité de direction composé de l'administrateur général, de l'administrateur général adjoint, des directeurs généraux adjoints des directions générales centrales visées à l'article 23<sup>quater</sup> et des directions territoriales visées à l'article 26, alinéa 2, est chargé de coordonner l'opérationnalisation des décisions de stratégie et de principe et des décisions budgétaires prises par le comité de gestion ou déléguées par celui-ci, ainsi que des décisions et actions des différentes directions générales centrales en vue de mener des politiques convergentes ou transversales. ».

**Art. 10.** L'article 23<sup>quater</sup> du même décret, inséré par le décret du 10 mai 2012 et modifié par les décrets du 20 février 2014 et du 3 décembre 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 23<sup>quater</sup>. L'Office est organisé en territoires tels que déterminés à l'article 26, alinéa 2, et dispose d'un siège central, exerçant un rôle de support et de service aux territoires afin de garantir l'unicité et la transversalité des fonctions de pilotage opérationnel des services et de support au sein des directions territoriales.

Le siège central est composé de quatre directions générales centrales qui se répartissent les compétences matérielles suivantes : le développement et la gestion des produits et services aux employeurs et aux particuliers, la stratégie en ce compris le positionnement du FORÈM en tant qu'opérateur ou régisseur du marché de l'emploi et de la formation, l'organisation de ses relations avec les opérateurs (et la coordination des actions visant à favoriser la mobilité interrégionale des demandeurs d'emploi et des travailleurs), les ressources humaines, la gestion et le développement des finances, de l'administration et des technologies de l'information (en abrégé, I.T).

Sur proposition de l'administrateur général, le comité de gestion détermine les compétences matérielles de chaque direction générale centrale. ».

**Art. 11.** A l'article 23<sup>quinquies</sup> du même décret, inséré par le décret du 10 mai 2012 et modifié par le décret du 3 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. L'administrateur général est habilité à déléguer à l'administrateur général adjoint, aux directeurs généraux adjoints des directions générales centrales, aux directeurs généraux adjoints des directions territoriales et aux responsables des services à gestion distincte, des pouvoirs déterminés dans les domaines d'activités qui les concernent, dans un délai de six mois à dater de la conclusion de l'accord de gestion journalière visé à l'article 23, § 3. »;

2<sup>o</sup> le paragraphe 2 est complété par ce qui suit :

« Les directeurs généraux adjoints des directions territoriales visées à l'article 26, alinéa 2, assistent aux réunions du comité de gestion avec voix consultative, en fonction des thématiques abordées, selon les modalités et la périodicité qu'il prévoit, afin de garantir la prise en compte des réalités locales et de coordonner leur participation à la réalisation des objectifs de l'Office. ».

**Art. 12.** A l'article 23<sup>sexies</sup> du même décret, inséré par le décret du 10 mai 2012 et modifié par le décret du 3 décembre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 2 sont ajoutés les mots suivants :

« ,sous réserve de l'application des dispositions particulières fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi et sous réserve de l'application des dispositions particulières contenues dans le chapitre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office »;

2<sup>o</sup> un alinéa est inséré entre les alinéas 2 et 3, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 2, la direction générale centrale qui est chargée de la compétence matérielle relative au développement et à la gestion des produits et services aux employeurs et aux particuliers, est dirigée par un directeur général adjoint de rang A3 désigné par le Gouvernement pour un mandat aux conditions fixées par le Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, sous réserve de l'application des dispositions particulières fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi et sous réserve de l'application des dispositions particulières contenues dans le chapitre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office »;

3<sup>o</sup> l'alinéa 3, devenant l'alinéa 4, est remplacé par ce qui suit :

« Les directeurs généraux adjoints des directions territoriales sont désignés par le Gouvernement pour un mandat de rang A3 aux conditions fixées par le Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, sous réserve de l'application des dispositions particulières fixées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office et sous réserve de l'application des dispositions particulières contenues dans le chapitre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de l'Office. »;

4° l'alinéa 4, devenant l'alinéa 5, est remplacé par le texte suivant :

« Dans l'organisation interne des directions générales centrales ou des directions territoriales, les directeurs généraux adjoints ne justifient de leur gestion quotidienne que devant l'administrateur général. »;

5° un alinéa 6 est inséré, rédigé comme suit :

« Chaque directeur général adjoint d'une direction générale centrale ou d'une direction territoriale est réputé ordonnateur des dépenses et des recettes pour ce qui concerne les dépenses liées directement aux activités de la direction générale ou de la direction territoriale qu'il dirige. ».

**Art. 13.** A l'article 26 du même décret, modifié par les décrets du 13 mars 2003, du 10 mai 2012 et du 20 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « en directions régionales » sont remplacés par « en directions territoriales »;

2° un alinéa est inséré entre les alinéas 2 et 3, rédigé comme suit :

« Les directions territoriales organisent l'offre de services de l'Office sur leur territoire. Elles programment les activités, mettent en œuvre la stratégie en veillant à garantir sur leur territoire, les politiques d'intervention et l'offre de services de l'Office et elles collaborent avec les opérateurs présents sur leur territoire. »;

3° à l'alinéa 3, devenant l'alinéa 4, les mots « régionales » sont abrogés.

**Art. 14.** Dans l'article 29 du même décret, modifié par le décret du 10 mai 2012, les mots « par direction générale » sont remplacés par les mots « par direction générale centrale, par direction territoriale ».

**Art. 15.** Dans l'article 32 du même décret, remplacé par le décret du 10 mai 2012 et modifié par le décret du 20 février 2014, les mots « et 34 » sont remplacés par les mots « à 35 ».

**Art. 16.** L'article 33 du même décret, remplacé par le décret du 10 mai 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 33. Un service à gestion distincte est chargé au sein de l'Office de la mission visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup>. ».

**Art. 17.** L'article 34 du même décret, remplacé par le décret du 10 mai 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 34. Un service à gestion distincte est chargé au sein de l'Office de la gestion financière et budgétaire des Instances bassin EFE situées en Région wallonne.

Le service à gestion distincte assure une mission de support en veillant à la cohérence et la légalité des procédures administratives et organisationnelles des Instances bassin et apporte, par l'affectation des moyens visés à l'article 21, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'accord de coopération précité, un appui logistique aux Chambres subrégionales emploi et formation des Instances bassin EFE. ».

**Art. 18.** L'article 35 du même décret, abrogé par le décret du 10 mai 2012, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 35. Un service à gestion distincte est chargé au sein de l'Office de la gestion administrative, financière et budgétaire pour les missions visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>, du décret. Le service à gestion distincte garantit la cohérence du système et l'indépendance du processus.

Sur proposition du comité de gestion, le Gouvernement détermine la procédure administrative régionale de recours contre les décisions de l'Office en matière de contrôle de la disponibilité. ».

**Art. 19.** L'intitulé du chapitre VIIbis du même décret, modifié par le décret du 10 mai 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Des chambres subrégionales emploi et formation des Instances bassin EFE ».

**Art. 20.** L'article 37 du même décret, remplacé par le décret du 13 mars 2003, est abrogé.

**Art. 21.** L'article 38 du même décret, remplacé par le décret du 10 mai 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 38. Chaque chambre subrégionale emploi et formation des Instances bassin EFE a pour missions de :

1° émettre un avis sur les agréments pour lesquels son avis est rendu obligatoire par ou en vertu d'une disposition décrétales;

2° émettre des recommandations ou propositions sur l'adéquation entre des politiques d'emploi et de formation au niveau de ce ressort territorial et les besoins socio-économiques de ce même territoire;

3° mener toute mission confiée en vertu des dispositions décrétales ou réglementaires et toute action déléguée ou avalisée par l'Instance bassin. ».

**Art. 22.** L'article 39 du même décret, modifié par le décret du 10 mai 2012, est abrogé.

**Art. 23.** L'article 40 du même décret, modifié par le décret du 10 mai 2012, est abrogé.

**Art. 24.** L'article 41 du même décret, modifié par le décret du 10 mai 2012, est abrogé.

**Art. 25.** L'article 44 du même décret, rétabli par le décret du 10 mai 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 44. § 1<sup>er</sup>. Un collège des chambres subrégionales emploi et formation des Instances bassin EFE, coordonne selon les modalités et la périodicité qu'il prévoit, la mise en œuvre des missions complémentaires à l'accord de coopération du 20 mars 2014 précité, attribuées par des dispositions décrétales ou réglementaires aux différentes chambres, afin d'en assurer la cohérence et de garantir le respect du cadre de leurs missions.

§ 2. Un membre du personnel du service à gestion distincte assure la fonction de secrétaire du collège des chambres subrégionales emploi et formation des Instances bassin EFE.

§ 3. Le règlement d'ordre intérieur, soumis pour approbation au Ministre de tutelle, fixe les modalités de fonctionnement, notamment en ce qui concerne le quorum de vote.

§ 4. Le collège des chambres subrégionales emploi et formation des Instances bassin EFE se compose comme suit :

1° un représentant de chaque chambre subrégionale emploi et formation des Instances bassin, siégeant en son sein;

2° l'administrateur général ou son représentant.

Le Gouvernement nomme le représentant effectif et suppléant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, sur proposition de la chambre qu'il représente. ».

**Art. 26.** Est inséré un chapitre IXter intitulé « Chapitre IXter. De la valeur probante des informations traitées, enregistrées, conservées ou reproduites par l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi. ».

**Art. 27.** Dans le chapitre IXter, inséré par l'article 26, il est inséré un article 53 rédigé comme suit :

« Art. 53. Pour l'exercice de ses missions, l'Office peut traiter, enregistrer, conserver ou reproduire, selon des procédés photographiques, optiques, électroniques ou par toute autre technique des informations qu'il génère ou émanant d'un tiers.

Le Gouvernement wallon est habilité à préciser les modalités à respecter pour garantir la valeur probante de ces informations. ».

**Art. 28.** Jusqu'à la désignation des directeurs généraux adjoints des directions territoriales pour un mandat de rang A3 aux conditions fixées par le Livre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, pour l'application des dispositions faisant référence aux directeurs généraux adjoints des directions territoriales, les experts désignés par l'Office à titre transitoire au barème d'A3, par direction territoriale, en vertu et dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 relatif à l'organisation des directions territoriales de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi sont assimilés aux directeurs généraux adjoints des directions territoriales. Les experts désignés par l'Office à titre transitoire exercent tous les droits et prérogatives, accomplissent tous les devoirs et supportent toutes les charges attachés à l'emploi de directeur général adjoint d'une direction territoriale.

**Art. 29.** Les articles 3, f), et 16, du présent décret produisent leurs effets, en ce qui concerne les dispositions relatives au Fonds de l'expérience professionnelle, au Fonds de Formation Titres-services, à la réduction de cotisations sociales patronales « Tuteurs » et au congé éducation-payé, le 1<sup>er</sup> avril 2015.

Sans préjudice de l'alinéa 1<sup>er</sup> en ce qui concerne les articles 3 et 16, les articles 2, 3, 16, 18, 26 et 27 du présent décret produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 17 mars 2016

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,

P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

—  
Note

(1) Session 2015-2016.

Documents du Parlement wallon, 404 (2015-2016) N<sup>os</sup> 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 16 mars 2016

Discussion.

Vote.

—  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/201615]

**17 MAART 2016.** — **Decreet houdende wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt gedeeltelijk een aangelegenheid bedoeld in artikel 138 van de Grondwet, overeenkomstig artikel 127, § 1, van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 1bis van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi", ingevoegd bij het decreet van 13 maart 2003 en gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012, wordt 10 °, opgeheven bij het decreet van 10 mei 2012; opnieuw opgenomen als volgt :

"10° "Plaatselijk agentschap voor arbeidsvoorziening": VZW opgericht krachtens artikel 8 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, hierna "ALE" afgekort."

**Art. 3.** In artikel 3, § 1, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 10 mei 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 1°, a), van de Franse versie wordt het woord "des" vervangen door het woord "aux";

b) in 1°, a), wordt punt iii) aangevuld met de woorden "en de outplacementbegeleiding";

c) punt 1°, a) wordt aangevuld met punt iv), luidend als volgt :

"iv) de beslissingen betreffende de afwijkingen van de beschikbaarheidsvoorwaarden voor de arbeidsmarkt van de uitkeringsgerechtigde werklozen met handhaving van de uitkeringen, bij het hervatten van studies, van een beroepsopleiding of een stage;"

d) in 3° worden de woorden "van de "ALE"" ingevoegd tussen de woorden "van de tewerkstellingshuizen," en de woorden "van de kruispunten tewerkstelling";

e) de paragraaf wordt aangevuld met een punt 8°, luidend als volgt :

"8° de controle op de actieve en passieve beschikbaarheid van de werklozen en het opleggen van de desbetreffende straffen, overeenkomstig artikel 35;

e) de paragraaf wordt aangevuld met een punt 9°, luidend als volgt :

"9° de toekenning, de vereffening, de budgettaire opvolging en de controle op de openbare steun en de financiële incentives voor de tewerkstelling en de opleiding in verband met het tewerkstellings- en vormingsbeleid toevertrouwd aan de "Office" krachtens een wettelijke, decretale of reglementaire bepaling".

e) de paragraaf wordt aangevuld met een punt 10°, luidend als volgt:

"10° de uitoefening van de bevoegdheden toevertrouwd aan de "Office" in het kader van het systeem van de beroepsinlevingsovereenkomst".

**Art. 4.** In artikel 6 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2003, 22 juli 2010 en 10 mei 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in het derde lid wordt het tweede streepje vervangen als volgt :

"- de verbintenissen van de " Office " i.v.m. de aan de doelgroepen te verlenen diensten, het efficiënte beheer van zijn hulpbronnen, de doelstellingen inzake verrichtingen, resultaten, kwaliteit, aan te wenden middelen om ze te halen en termijnen;"

- in het laatste lid worden de woorden "Dit ondernemingsplan bevat minstens een productieplan en verschillende overkoepelende beleidsplannen waarvan de doelstellingen in de beheersovereenkomst worden bepaald" vervangen door :

"Het ondernemingsplan bevat minstens de uit te voeren projecten en acties om de doelstellingen van de "Office" die vermeld worden in de beheersovereenkomst te vervullen."

**Art. 5.** In artikel 7bis, § 4, eerste lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 mei 2012 wordt punt 3° aangevuld met de woorden "en de "cités des métiers" (Cities van de beroepen)".

**Art. 6.** In artikel 7ter, § 2, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 mei 2012 en gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, wordt c) vervangen als volgt:

"c) vijf vertegenwoordigers van de "Office";".

**Art. 7.** In artikel 12, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 13 maart 2003, 31 maart 2011, 10 mei 2012 en 20 februari 2014 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 7° van de Franse versie, wordt het woord "arrête" vervangen door het woord "établissement";

b) in 10° worden de woorden "artikel 7, § 5" vervangen door de woorden "artikel 7bis, § 5";

c) in 14° worden de woorden "van het College van de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming" vervangen door de woorden "van het College van de subregionale kamers voor "tewerkstelling en vorming van de instanties van de regio's voor Kwalificerend onderwijs - Vorming - Arbeidsmarkt, hierna "KÖVA-regio-instanties" genoemd, die bedoeld zijn in het samenwerkingsakkoord, gesloten op 20 maart 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de uitvoering van regio's voor Kwalificerend Onderwijs - Vorming - Arbeidsmarkt".

**Art. 8.** In artikel 23 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2003, 31 maart 2011, 10 mei 2012 en 3 december 2015 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 2, 2°, worden de woorden "directeur-generaal van het Personeel en de Algemene Zaken" vervangen door de woorden "Secretaris-generaal";

b) in § 2, wordt 8° vervangen als volgt :

"8°beslist over bevoegdheids- en belangenconflicten tussen de centrale directoraten-generaal, de diensten met afzonderlijk beheer en de territoriale directies.";

b) in § 5, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

"De administrateur-generaal mag, binnen de perken en onder de voorwaarden die hij bepaalt, een deel van de bevoegdheden die hem bij of krachtens dit artikel worden toegewezen, overdragen aan één of meerdere mandatarissen of aan één of meerdere personeelsleden van de "Office", ongeacht of hij ambtenaar is in de zin van artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode of contractueel personeelslid in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, met inbegrip van zijn bevoegdheid om de " Office " voor de administratieve of gewone gerechten te vertegenwoordigen."

**Art. 9.** Artikel 23ter van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 mei 2012 en gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, wordt vervangen als volgt :

"Art. 23ter. Een directiecomité, samengesteld uit de administrateur-generaal, de adjunct administrateur-generaal en de adjunct-directeurs-generaal van de centrale directoraten-generaal bedoeld in artikel 23quater en van de territoriale directies bedoeld in artikel 26, tweede lid, is belast met de coördinatie van de operationalisering van de strategie- en principebeslissingen en van de begrotingsbeslissingen genomen of gedelegeerd door het beheerscomité, alsook de beslissingen en acties van de verschillende centrale directoraten-generaal met het oog op de uitvoering van het overkoepelend of overeenstemmend beleid.

**Art. 10.** Artikel 23<sup>quater</sup> van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 mei 2012 en gewijzigd bij de decreten van 20 februari 2014 en van 3 december 2015, wordt vervangen als volgt :

“Art. 23<sup>quater</sup>. De “Office” wordt in grondgebieden zoals bedoeld in artikel 26, tweede lid, onderverdeeld en beschikt over een centrale zetel die een rol i.v.m. de steun en dienstverlening aan de grondgebieden vervult om de enigheid en de transversaliteit van de functies inzake operationele begeleiding en steun binnen de territoriale directies te waarborgen.

De centrale zetel bestaat uit vier centrale directoraten-generaal die bevoegd zijn voor de volgende materiële bevoegdheden: de ontwikkeling en het beheer van de producten en diensten aan de werkgevers en particulieren, de strategie met inbegrip van de positionering van de “FOREm” als operator of regisseur van de markt van tewerkstelling en vorming, de organisatie van zijn betrekkingen met de operatoren (en de coördinatie van de acties ter bevordering van de interregionale mobiliteit van de werkzoekenden en van de werknemers), de human resources, het beheer en de ontwikkeling van de financiën, van het bestuur en van de informatietechnologieën.

Op voorstel van de administrateur-generaal bepaalt het beheerscomité de materiële bevoegdheid van elk centraal directoraat-generaal.

**Art. 11.** In artikel 23<sup>quinquies</sup> van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 mei 2012 en gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

“§ 1. De administrateur-generaal wordt ertoe gemachtigd om bepaalde bevoegdheden over te dragen aan de adjunct administrateur-generaal, de adjunct-directeurs-generaal van de centrale directoraten-generaal, de adjunct-directeurs-generaal van de territoriale directies en de verantwoordelijken voor de diensten met een afzonderlijk beheer, in activiteitendomeinen i.v.m. hun specifieke functies, binnen een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de datum waarop de in artikel 23, § 3, bedoelde overeenkomst betreffende het dagelijks beheer is gesloten.”;

2° paragraaf 2 wordt aangevuld als volgt :

“De adjunct-directeurs-generaal van de territoriale directies bedoeld in artikel 26, tweede lid, wonen de vergaderingen van het beheerscomité met raadgevende stem bij naar gelang van de behandelde thematiek, volgens de door dat comité bepaalde modaliteiten en periodiciteit, om ervoor te zorgen dat rekening wordt gehouden met de plaatselijke toestand en om hun deelname tot de verwezenlijking van de doelstellingen van de “Office” te coördineren.”.

**Art. 12.** In artikel 23<sup>sexies</sup> van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 mei 2012 en gewijzigd bij het decreet van 3 december 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt aangevuld met de volgende woorden :

“, onder voorbehoud van de toepassing van de bijzondere bepalingen bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de ambtenaren van de “Office wallon de la Formation professionnelle et de l’Emploi” en onder voorbehoud van de toepassing van de bijzondere bepalingen vermeld in hoofdstuk III van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden van de “Office””;

2° er wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking van het tweede lid wordt het centrale directoraat-generaal belast met de materiële bevoegdheid betreffende de ontwikkeling en het beheer van de producten en diensten aan de werknemers en particulieren geleid door een adjunct-directeur-generaal van rang A3 die door de Regering voor een mandaat aangewezen wordt onder de voorwaarden vastgelegd bij boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, onder voorbehoud van de toepassing van de bijzondere bepalingen vastgelegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de ambtenaren van de “Office wallon de la formation professionnelle et de l’emploi” en onder voorbehoud van de toepassing van de bijzondere bepalingen vermeld in hoofdstuk III van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden van de “Office””;

3° het derde lid, dat het vierde lid wordt, wordt vervangen als volgt :

“De adjunct-directeurs-generaal van de territoriale directies worden door de Regering aangewezen voor een mandaat van rang A3 onder de voorwaarden vastgelegd bij boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, onder voorbehoud van de toepassing van de bijzondere bepalingen vastgelegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de ambtenaren van de “Office wallon de la Formation professionnelle et de l’Emploi” en onder voorbehoud van de bijzondere bepalingen van hoofdstuk III van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden van indienstneming van de contractuele personeelsleden van de “Office wallon de la Formation professionnelle et de l’Emploi” en hun administratieve en geldelijke toestand.”;

4° het vierde lid, dat het vijfde lid wordt, wordt vervangen als volgt :

“Binnen de interne organisatie van de centrale directoraten-generaal of van de territoriale directies, rechtvaardigen de adjunct-directeurs-generaal hun dagelijks beheer alleen vóór e administrateur-generaal.”;

5° er wordt een zesde lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Elke adjunct-directeur-generaal van een centraal directoraat-generaal of van een territoriale directie wordt geacht ordonnateur te zijn van de uitgaven en ontvangsten wat betreft de uitgaven in rechtstreeks verband met de activiteiten van het directoraat-generaal of van de territoriale directie die hij leidt.”

**Art. 13.** In artikel 26 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2003, 10 mei 2012 en 20 februari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden "in regionale directies" vervangen door de woorden "in territoriale directies";

2° er wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

"De territoriale directies organiseren het aanbod van diensten van de "Office" op hun grondgebied. Ze programmeren de activiteiten, voeren de strategie uit, waarbij ze op hun grondgebied ervoor zorgen het tuseenkomstbeleid en het aanbod van diensten van de "Office" te waarborgen en werken samen met de op hun grondgebied aanwezige operatoren."

3° in het derde lid, dat het vierde lid wordt, wordt het woord "regionale" opgeheven.

**Art. 14.** In artikel 29 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012, worden de woorden "per directoraat-generaal" vervangen door de woorden "per centraal directoraat-generaal, per territoriale directie.

**Art. 15.** In artikel 32 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 10 mei 2012 en gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, worden de woorden "en 34" vervangen door de woorden "tot 35".

**Art. 16.** Artikel 33 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 10 mei 2012, wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 33. Een dienst met afzonderlijk beheer is binnen de "Office" belast met de in artikel 3, § 1, 9°, bedoelde opdracht."

**Art. 17.** Artikel 34 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 10 mei 2012, wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 34. Een dienst met afzonderlijk beheer is binnen de "Office" belast met het financiële en budgettaire beheer van de "Instanties KOVA-regio" gelegen in het Waalse Gewest.

De dienst met afzonderlijk beheer vervult een steunopdracht, waarbij hij voor de samenhang en de wettelijkheid van de administratieve en organisationele procedures van de regio-instanties zorgt, en verleent een logistieke begeleiding aan de subregionale kamers voor "tewerkstelling en vorming van de KOVA-regio-instanties via de bestemming van de in artikel 21, eerste lid, van bovenvermelde samenwerkingsovereenkomst bedoelde middelen."

**Art. 18.** Artikel 35 van hetzelfde decreet, opgeheven bij het decreet van 10 mei 2012, wordt opnieuw opgenomen als volgt:

"Art. 35. Een dienst met afzonderlijk beheer is binnen de "Office" belast met het administratieve, financiële en budgettaire beheer voor de in artikel 3, § 1, van het decreet bedoelde opdrachten. De dienst met afzonderlijk beheer waarborgt de coherentie van het systeem en de onafhankelijkheid van het proces.

Op voorstel van het beheerscomité bepaalt de Regering de regionale administratieve beroepsprocedure tegen de beslissingen van de "Office" inzake controle op de beschikbaarheid."

**Art. 19.** Het opschrift van hoofdstuk VIIIbis van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012, wordt vervangen als volgt :

"Subregionale kamers voor "tewerkstelling en vorming van de KOVA-regio-instanties".

**Art. 20.** Artikel 37 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003, wordt opgeheven.

**Art. 21.** Artikel 38 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 10 mei 2012, wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 38. Elke subregionale kamer voor "tewerkstelling en vorming van de KOVA-regio-instanties" heeft als opdracht :

1° de uitbrenging van een advies over de erkenningen waarvoor zijn advies door of krachtens een decretale bepaling wordt verplicht;

2° de uitbrenging van aanbevelingen of voorstellen in verband met de adequatie tussen het beleid inzake tewerkstelling en vorming van dit territoriaal ambtsgebied en de socio-economische behoeften van dit gebied;

3° het voeren van elke opdracht toevertrouwd krachtens decretale of reglementaire bepalingen en elke actie overgedragen of goedgekeurd door de regio-instantie."

**Art. 22.** Artikel 39 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012, wordt opgeheven.

**Art. 23.** Artikel 40 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012, wordt opgeheven.

**Art. 24.** Artikel 41 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012, wordt opgeheven.

**Art. 25.** Artikel 44 van hetzelfde decreet, opnieuw opgenomen bij het decreet van 10 mei 2012, wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 44. § 1. Een college van de subregionale kamers voor tewerkstelling en vorming van de KOVA-regio-instanties is belast met de coördinatie, volgens de door dat college bepaalde modaliteiten en periodiciteit, van de uitvoering van de aanvullende opdrachten bovenop bovenvermelde samenwerkingsovereenkomst van 20 maart 2014 die bij decretale of reglementaire bepalingen aan de verschillende kamers worden toegekend om de samenhang ervan en de naleving van het kader van hun opdrachten te waarborgen.

§ 2. Het secretariaat van het college van de subregionale kamers voor tewerkstelling en vorming van de KOVA-regio-instanties wordt waargenomen door een personeelslid van de dienst met afzonderlijk beheer.

§ 3. De werkingsmodaliteiten, met name betreffende het stemmingsquorum, worden vastgesteld in het huishoudelijk reglement, dat ter goedkeuring van de Voogdijminister wordt voorgelegd.

§ 4. Het college van de subregionale kamers voor tewerkstelling en vorming van de KOVA-regio-instanties bestaat uit :

1° een vertegenwoordiger van elke subregionale kamers voor tewerkstelling en vorming van de -regio-instanties die binnen dat college zitting heeft;

2° de administrateur-generaal of zijn vertegenwoordiger.

De gewone en plaatsvervangende vertegenwoordiger bedoeld in het eerste lid, 1°, wordt door de Regering op de voordracht van de kamer die hij vertegenwoordigt, benoemd.”.

**Art. 26.** Er wordt een hoofdstuk IXter ingevoegd met als opschrift "Hoofdstuk IXter. Bewijswaarde van de informatie behandeld, geregistreerd, behouden of weergegeven door de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi.".

**Art. 27.** In hoofdstuk IXter, ingevoegd bij artikel 26, wordt een artikel 53 ingevoegd, luidend :

als volgt :

"Art. 53. Voor de uitoefening van zijn opdrachten kan de "Office" informatie die door hem of door een derde wordt geproduceerd, behandelen, registreren, behouden of weergegeven volgens fotografische, optische, elektronische processen of door elke andere techniek.

De Waalse Regering wordt ertoe gemachtigd om de modaliteiten die nageleefd moeten worden om de bewijswaarde van die informatie te waarborgen, te bepalen.”.

**Art. 28.** Tot de aanwijzing van de adjunct-directeurs-generaal van de territoriale directies voor een mandaat van rang A3 onder de voorwaarden vastgelegd bij boek II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode en voor de toepassing van de bepalingen die verwijzen naar de adjunct-directeurs-generaal van de territoriale directies worden de deskundigen die bij wijze van overgangmaatregel door de Office op schaal A3 aangewezen worden per territoriale directie overeenkomstig artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 betreffende de organisatie van de territoriale directies van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" gelijkgesteld met de adjunct-directeurs-generaal van de territoriale directies. De deskundigen die door de "Office" bij wijze van overgangmaatregel worden aangewezen, oefenen alle rechten en prerogatieven uit, vervullen alle plichten en dragen alle lasten die met de betrekking van adjunct-directeur-generaal, verbonden zijn.

**Art. 29.** Wat betreft de bepalingen betreffende het Fonds « beroepservaring », het opleidingsfonds dienstencheques, de vermindering van de sociale werkgeversbijdragen "mentors" en het betaald educatief verlof hebben de artikelen 3, f) en 16 van dit decreet uitwerking op 1 april 2015.

Onverminderd het eerste lid wat betreft de artikelen 3 en 16 hebben de artikelen 2, 3, 16, 18, 26 en 27 van dit decreet uitwerking op 1 januari 2016.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 17 maart 2016

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,  
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,  
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

Nota

(1) Zitting 2015-2016.

Stukken van het Waals Parlement 404 (2015-2016) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare zitting van 16 maart 2016

Bespreking.

Stemming